

F. 2002 — 2501

[C - 2002/27634]

20 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, plus spécialement son article 1^{er} *bis* y inséré par le décret du 1^{er} avril 1999, et modifiée par les décrets des 8 juin et 25 octobre 2001;

Vu l'accord-cadre du 20 juillet 2000 portant sur les conditions de développement des aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon quant à la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.880/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de réglementer les conditions dans lesquelles a lieu l'indemnisation des personnes exerçant une activité commerciale ou professionnelle en zone A des aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant qu'il y a lieu d'indemniser le trouble économique ou commercial induit par la nécessité pour ces personnes de relocaliser les activités professionnelles exercées par elles avant le début du développement aéroportuaire;

Considérant qu'il est indiqué, dans un souci de sécurité juridique et de respect du principe d'égalité, de recourir à la collaboration de spécialistes tels les comités d'acquisition d'immeubles, en vue d'évaluer le trouble précité; que ces comités évaluent habituellement ce type de préjudice en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et se réfèrent aux principes retenus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux en cette matière;

Considérant qu'il est prévu en outre un recours avec évaluation par des experts et décision par un expert arbitre, dans l'hypothèse où le bénéficiaire de l'indemnité estime que l'évaluation par le Comité d'acquisition ne couvre pas l'intégralité de son préjudice;

Considérant que la Région wallonne est liée par l'estimation faite par le Comité d'acquisition si cette dernière n'est pas contestée par le riverain et, en cas de recours de ce dernier, par l'estimation faite par l'expert arbitre; que la Région wallonne supporte, dans tous les cas, les frais d'expertise et d'arbitrage sous réserve de l'hypothèse où le bénéficiaire de l'indemnité se serait abstenu fautivement de communiquer au Comité d'acquisition toutes les informations dont il disposait ou aurait pu disposer pour l'évaluation du montant de l'indemnité;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition introductive

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. zone A : la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne, dont le périmètre est délimité par arrêté du Gouvernement;

2. indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel : l'indemnité destinée à couvrir le trouble commercial ou professionnel induit par la nécessité d'arrêter ou de relocaliser les activités professionnelles exercées, avant le début du développement des activités aéroportuaires, par les personnes dont les locaux professionnels ou commerciaux sont situés en zone A;

3. Comité d'acquisition : le Comité d'acquisition d'immeubles institué auprès du Ministère des Finances;

4. l'organisme : la Société wallonne des Aéroports (SOWAER) désignée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 relatif à l'exercice de missions déléguées spécifiques confiées à la Société spécialisée « Société wallonne des Aéroports » (SOWAER);

5. expert : un expert-comptable inscrit à l'Institut des experts-comptables ou un réviseur d'entreprise inscrit à l'Institut des réviseurs d'entreprises.

CHAPITRE II. — De la déclaration d'intention d'indemnisation

Art. 2. § 1^{er}. L'organisme adresse une déclaration d'intention d'indemnisation, selon le modèle annexé au présent arrêté, aux commerçants, aux titulaires de profession libérale ou à toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans un immeuble bâti et dont le ou l'un des sièges est situé dans la zone A.

§ 2. L'activité professionnelle visée au § 1^{er} n'est prise en considération que si :

1° elle avait commencé à être exercée dans la zone A, au plus tard à la date du 1^{er} juillet 1998 en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et au plus tard un mois avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne;

2° elle y est encore exercée, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne;

Art. 3. § 1^{er}. La déclaration d'intention d'indemnisation est adressée par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception aux personnes visées à l'article 2, § 1^{er} :

1° dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset;

2° dans le mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

§ 2. Les personnes relevant ou estimant relever de l'une des catégories de personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, et qui n'auraient pas reçu la déclaration d'intention d'indemnisation, doivent se faire connaître, par pli recommandé à la poste, auprès de l'organisme, dans un délai de deux mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté en ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset et dans les deux mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

Le Gouvernement adresse dans le mois de la réception du pli recommandé, la déclaration d'intention d'indemnisation visée à l'article 2.

§ 3. Le Gouvernement n'est engagé par la déclaration d'intention d'indemnisation que pour autant que cette dernière soit signée pour accord et renvoyée à l'organisme, par pli recommandé à la poste, dans un délai de trente mois à compter de sa réception par son destinataire.

CHAPITRE III. — *De l'estimation du montant de l'indemnité*

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de l'indemnité est fixé par le Comité d'acquisition conformément aux principes d'indemnisation appliqués par les Comités dans leur sphère de compétence habituelle en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

A cet effet, le destinataire de la déclaration d'intention d'indemnisation s'engage, en signant pour accord celle-ci, à communiquer au Comité d'acquisition tous documents notamment comptables et fiscaux, de nature à permettre la fixation de l'indemnité.

§ 2. Le Comité d'acquisition adresse cette évaluation à l'organisme dans un délai maximum de six mois à partir de la réception par lui des documents visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2.

L'organisme notifie le montant de l'indemnité à son bénéficiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

§ 3. La Région wallonne est liée par le prix fixé par le Comité d'acquisition.

Art. 5. § 1^{er} - Au cas où le bénéficiaire de l'indemnité ne marque pas son accord sur le montant de l'indemnité déterminé par le comité d'acquisition, il notifie ses revendications à l'organisme et l'avise en même temps du nom de l'expert qu'il a choisi, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les trente jours de la notification qui lui a été faite par l'organisme du montant de l'indemnité.

L'organisme dispose à son tour de trente jours, à dater de la réception de la revendication, pour notifier par envoi recommandé avec accusé de réception au bénéficiaire de l'indemnité ainsi qu'à son expert, le nom de son propre expert.

A la demande de l'organisme et sur la base de l'autorisation donnée à cette fin par le signataire de la déclaration d'intention d'indemnisation, le Comité d'acquisition délivre une copie des documents qui lui ont été transmis d'une part à l'expert de l'organisme et d'autre part à l'expert du signataire de la déclaration d'intention d'acquisition.

Les deux experts doivent, dans un délai de deux mois, à dater de la réception des documents transmis par le Comité d'acquisition, notifier aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception leur évaluation ainsi que le nom d'un tiers expert choisi par eux auquel ils transmettent dans le même délai, leur évaluation ainsi que les documents parmi lesquels le dossier du Comité d'acquisition.

Le montant de l'indemnité est fixé par le tiers expert.

§ 2. Dans les trois mois de sa désignation, l'expert arbitre notifie aux parties par envoi recommandé avec accusé de réception, le montant de l'indemnité en justifiant la différence si ce montant n'est pas identique à celui fixé par le Comité d'acquisition.

§ 3. La Région wallonne est liée par le prix fixé par l'expert arbitre.

§ 4. Dans les trente jours de la notification du prix par l'arbitre, l'organisme notifie au bénéficiaire de l'indemnité son engagement de payer celle-ci.

§ 5. La Région wallonne prend en charge le coût des opérations d'évaluation de l'indemnité par les experts et de l'arbitrage.

Toutefois, si le montant de l'indemnité notifié aux parties devait être supérieur au montant fixé par le Comité d'acquisition, en raison de la production d'éléments ou documents non communiqués au Comité d'acquisition, dont le bénéficiaire de l'indemnité avait ou aurait dû avoir connaissance, ce dernier supporte la totalité des frais d'expertise et d'arbitrage.

CHAPITRE IV. — *Du paiement de l'indemnité*

Art. 6. § 1^{er}. Le bénéficiaire de l'indemnité doit manifester son intention d'obtenir le paiement de celle-ci après réception de la notification qui lui en a été faite par l'organisme conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2, ou à l'article 5, § 4.

Dans les trente jours de la réception de la notification par le bénéficiaire de son intention d'obtenir le paiement de l'indemnité, la Région wallonne paie 35 % du montant à titre d'avance.

§ 2. La Région wallonne n'est engagée au paiement du solde du montant de l'indemnité que pour autant que le bénéficiaire de l'indemnité établisse par toutes voies de droit, avoir arrêté ou déplacé son activité professionnelle en dehors de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Le solde du montant de l'indemnité est payé dans les trente jours de la réception par l'organisme de la preuve de l'arrêt ou du déplacement de l'activité professionnelle.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales et finales*

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne est abrogé.

Art. 8. § 1^{er}. L'organisme adresse une nouvelle déclaration d'intention d'indemnisation conformément à la procédure organisée par le présent arrêté aux personnes ayant reçu une déclaration d'intention d'indemnisation émise en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2001 précité.

§ 2. Pour le paiement de l'indemnité, dont l'estimation a été établie par le Comité d'acquisition conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnisation du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne et qui n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement par le bénéficiaire, en application de l'article 10 de l'arrêté précité du 8 février 2001, la procédure d'estimation et de paiement de l'indemnité se poursuit conformément à la procédure organisée par le présent arrêté.

A cette fin, l'organisme procède à une nouvelle notification du montant de l'indemnité qui avait été fixée par le comité d'acquisition.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Équipement et l'exploitation des aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Annexe

Déclaration d'intention d'indemnisation aux commerçants titulaires de professions libérales ou toute autre personne physique ou morale exerçant une activité à caractère professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Par le présent envoi recommandé avec accusé de réception et en application de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, le Gouvernement entend manifester son intention d'indemniser le trouble commercial ou professionnel induit par la nécessité de relocaliser les activités professionnelles exercées avant le développement des activités aéroportuaire.

1. Identification de la personne ou de la société exerçant une activité commerciale ou professionnelle :

- Nom(s) et prénom(s) ou dénomination de la société :
- Adresse ou siège social :
- Numéro(s) Cie téléphone :
- Numéro(s) de fax :

2. Identification de l'activité exercée :

3. Identification du droit d'occupation (locataire ou propriétaire) :

La(les) personne(s) physique(s) ou morale(s) identifiée(s) ci-dessus déclare(nt) avoir pris connaissance de la déclaration d'intention d'indemnisation du trouble commercial ou professionnel et envoyée par recommandé avec accusé de réception.

Elle(s) souhaite(nt), en renvoyant le présent document dûment signé et complété par envoi recommandé, s'inscrire dans la procédure d'indemnisation par la Région Wallonne dans leur trouble commercial ou professionnel.

Elle(s) prend (prennent) en outre l'engagement de communiquer au Comité d'acquisition tous documents, notamment comptables et fiscaux, de nature à permettre la fixation de l'indemnité (article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne) et autorisent le Comité d'acquisition à communiquer ces documents aux experts en application de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté précité.

Fait à, le

Signature (à faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé »).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2002 fixant les mesures d'accompagnement relative à l'indemnité du chef de trouble commercial ou professionnel dans la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 2501

[C — 2002/27634]

20. JUNI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere seines Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999, und abgeändert durch die Dekrete vom 8. Juni und vom 25. Oktober 2001;

Aufgrund des Rahmenübereinkommens vom 20. Juli 2000 über die Entwicklungsbedingungen der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des am 18. Dezember 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Dezember 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein vom Staatsrat abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 6. Februar 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 32.880/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Bedingungen zu regeln, unter denen die Personen, die eine kaufmännische oder berufliche Tätigkeit in der Zone A der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen ausüben, entschädigt werden;

In der Erwägung, dass diese Personen für die wirtschaftliche oder gewerbliche Störung, die durch die notwendige Aussiedlung der beruflichen Tätigkeiten, die sie vor dem Beginn der Entwicklung der Flughäfen ausübten, zu entschädigen sind;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf die Rechtssicherheit und die Beachtung des Gleichheitsgrundsatzes Anlass gibt, dass man auf die Zusammenarbeit mit Spezialisten wie den Immobilienerwerbskomitees zurückgreift, um die vorerwähnte Störung zu bewerten; dass diese Komitees diese Art von Schaden in Sachen Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken gewöhnlich bewerten, und dass sie sich auf die in diesem Sachbereich durch die Rechtsprechung der Gerichtshöfe und Gerichte in Betracht gezogenen Grundsätze beziehen;

In der Erwägung, dass ein durch eine von Sachverständigen vorgenommene Schätzung und durch eine von einem Schiedsgutachter getroffene Entscheidung begleiteter Einspruch außerdem vorgesehen ist, falls der Bezugsberechtigte einer Entschädigung der Auffassung ist, dass die durch das Erwerbskomitee vorgenommene Schätzung nicht die Gesamtheit seines Schadens deckt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region an die durch das Erwerbskomitee vorgenommene Schätzung gebunden ist, wenn diese von dem Anwohner nicht angefochten wird, und, falls dieser einen Einspruch einreicht, dass sie an die von dem Schiedsgutachter vorgenommene Schätzung gebunden ist; dass die Wallonische Region auf jeden Fall die Kosten für die Begutachtung und das Schiedsverfahren trägt, dies unter Vorbehalt der Möglichkeit, dass der Bezugsberechtigte der Entschädigung vorsätzlich versäumt hätte, dem Erwerbskomitee alle Auskünfte mitzuteilen, über welche er für die Schätzung des Entschädigungsbetrags verfügte bzw. hätte verfügen können.

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

KAPITEL I — *Einführungsbestimmung*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. Zone A: die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der Wallonischen Region, deren Umkreis durch einen Erlass der Regierung abgegrenzt wird;

2. Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung: die Entschädigung, die zur Deckung der gewerblichen oder beruflichen Störung bestimmt ist, die durch das erforderliche Einstellen bzw. Aussiedeln der beruflichen Tätigkeiten ausgelöst wird, die vor dem Beginn der Entwicklung des Flugbetriebs von den Personen, deren berufliche oder gewerbliche Räumlichkeiten in der Zone A liegen, ausgeübt wurden;

3. Erwerbskomitee: das beim Ministerium der Finanzen eingerichtete Immobilienerwerbskomitee;

4. Einrichtung: die «Société wallonne des Aéroports (SOWAER)» (Wallonische Flughafengesellschaft), die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. November 2001 über die Ausübung von spezifischen, der «Société wallonne des Aéroports (SOWAER)» (Wallonische Flughafengesellschaft) anvertrauten abgeordneten Aufgaben bezeichnet wird;

5. Sachverständiger: ein Buchprüfer, der beim Institut der Buchprüfer registriert ist, oder ein Betriebsrevisor, der beim Institut der Betriebsrevisoren registriert ist.

KAPITEL II — *Entschädigungsabsichtserklärung*

Art. 2 - § 1. Die Einrichtung richtet eine Entschädigungsabsichtserklärung nach dem beigefügten Muster des vorliegenden Erlasses an die Handeltreibenden, Freiberufler oder anderen natürlichen oder juristischen Personen, die in einem Gebäude, dessen Sitz oder einer seiner Sitze in der Zone A liegen, eine berufliche Tätigkeit ausüben.

§ 2 Die in § 1 erwähnte berufliche Tätigkeit wird nicht berücksichtigt, wenn:

1° deren Ausübung in der Zone A spätestens am 1. Juli 1998, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und spätestens einen Monat vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, begonnen hatte;

2° sie zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, weiterhin ausgeübt wird.

Art. 3 - § 1. Die Entschädigungsabsichtserklärung wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post an die in Artikel 2, § 1 erwähnten Personen gerichtet, und zwar:

1° innerhalb des Monats des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft;

2° innerhalb des Monats des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft.

§ 2. Die Personen, die einer der in Artikel 2, § 1 erwähnten Kategorien von Personen angehören oder der Ansicht sind, einer solchen anzugehören, und die ihre Entschädigungsabsichtserklärung nicht erhalten haben, müssen sich innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, was den Flughafen von Lüttich-Bierset betrifft, und innerhalb von zwei Monaten ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A, was jeden anderen, unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafen betrifft, per Einschreiben bei der Post bei der Einrichtung melden.

Die Regierung entsendet innerhalb des Monats ab dem Eingang des Einschreibens die in Artikel 2 erwähnte Entschädigungsabsichtserklärung.

§ 3. Die Regierung verpflichtet sich durch die Entschädigungsabsichtserklärung lediglich insofern die letztere zur Einverständniserklärung unterzeichnet und innerhalb einer Frist von dreißig Monaten ab dem Eingang bei ihrem Empfänger per Einschreiben bei der Post an die Verwaltung zurückgesandt wird.

KAPITEL III — *Veranschlagung des Entschädigungsbetrags*

Art. 4 - § 1. Der Entschädigungsbetrag wird von dem Erwerbskomitee gemäß den Entschädigungsgrundsätzen, die die Komitees in ihrem gewöhnlichen Zuständigkeitsbereich in Sachen Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken anwenden, festgelegt.

Zu diesem Zweck verpflichtet sich der Empfänger der Entschädigungsabsichtserklärung, indem er sich durch seine Unterschrift als einverstanden erklärt, dem Erwerbskomitee alle Unterlagen, insbesondere die Rechnungsunterlagen und die steuerrechtlichen Unterlagen, die zur Festlegung der Entschädigung dienen können, zu übermitteln.

§ 2. Das Erwerbskomitee stellt diese Schätzung der Einrichtung innerhalb einer maximalen Frist von 6 Monaten ab dem Tag, an dem es die in Artikel 4, § 1, Absatz 2 erwähnten Unterlagen erhalten hat, zu.

Die Einrichtung stellt dem Begünstigten den Entschädigungsbetrag per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung zu.

§ 3. Die Wallonische Region ist an den von dem Erwerbskomitee festgelegten Preis gebunden.

Art. 5 - § 1. Falls der Entschädigungsbegünstigte mit dem von dem Erwerbskomitee festgelegten Entschädigungsbetrag nicht einverstanden ist, stellt er der Einrichtung seine Ansprüche zu und gibt er ihr zugleich den Namen des von ihm gewählten Sachverständigen bekannt, dies per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum des Zustellungsschreibens, durch welches der Entschädigungsbetrag ihm von der Einrichtung mitgeteilt wurde.

Die Einrichtung verfügt wiederum über dreißig Tage ab dem Empfang des Anspruchs, um dem Entschädigungsbegünstigten sowie seinem Sachverständigen den Namen ihres eigenen Sachverständigen per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung mitzuteilen.

Auf Anfrage der Einrichtung und auf der Grundlage der zu diesem Zweck vom dem Unterzeichner der Entschädigungsabsichtserklärung erteilten Genehmigung, stellt das Erwerbskomitee eine Abschrift der ihm übermittelten Unterlagen einerseits dem Sachverständigen der Einrichtung und andererseits dem Sachverständigen des Unterzeichners der Erwerbabsichtserklärung zu.

Innerhalb von einer zweimonatigen Frist ab dem Empfang der von dem Erwerbskomitee übermittelten Unterlagen müssen die beiden Sachverständigen den Parteien per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung ihre Schätzung sowie den Namen eines von ihnen gewählten außenstehenden Sachverständigen zustellen, dem sie innerhalb derselben Frist ihre Schätzung sowie die Unterlagen, unter denen die Akte des Erwerbskomitee zu finden ist, übermitteln.

Der außenstehende Sachverständige legt den Entschädigungsbetrag fest.

§ 2. Innerhalb von drei Monaten nach seiner Bezeichnung stellt der Schiedsgutachter den Parteien den Entschädigungsbetrag per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung zu, wobei er die Differenz begründet, falls dieser Betrag mit dem von dem Erwerbskomitee festgelegten Betrag nicht identisch ist.

§ 3. Die Wallonische Region ist an den von dem Schiedsgutachter festgelegten Preis gebunden.

§ 4. Innerhalb von dreißig Tagen ab der von dem Schiedsgutachter vorgenommenen Zustellung des Preises stellt die Einrichtung dem Empfänger der Entschädigung ihre Verpflichtung zu dessen Zahlung zu.

§ 5. Die Wallonische Region übernimmt die Kosten für die von den Sachverständigen vorgenommene Schätzung der Entschädigung und für das Schiedsverfahren.

Sollte der den Parteien zugestellte Betrag jedoch höher als der von dem Erwerbskomitee festgelegte Betrag sein, dies wegen der Vorlegung von Elementen oder von Unterlagen, die dem Erwerbskomitee nicht übermittelt wurden, und wovon der Empfänger der Entschädigung Kenntnis hatte oder hätte haben sollen, übernimmt dann Letzterer die Gesamtheit der Kosten für die Begutachtung und das Schiedsverfahren.

KAPITEL IV — *Auszahlung der Entschädigung*

Art. 6 - § 1. Der Empfänger der Entschädigung muss seine Absicht äußern, deren Auszahlung nach Erhalt der Zustellung, die von der Einrichtung gemäß Artikel 4, § 2, Absatz 2 oder Artikel 5, § 4 vorgenommen worden ist, zu erhalten.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem der Empfänger der Wallonischen Region seine Absicht, die Auszahlung der Entschädigung zu erhalten, zugestellt hat, zahlt die Wallonische Region 35 % des Betrags als Vorschuss aus.

§ 2. Nur insofern der Empfänger der Entschädigung mit allen Rechtsmitteln den Nachweis erbringt, dass er seine berufliche Tätigkeit beendet bzw. außerhalb der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen verlegt hat, ist die Wallonische Region zur Auszahlung des Restbetrags der Entschädigung verpflichtet.

Der Restbetrag der Entschädigung wird innerhalb von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem die Einrichtung den Beweis der Beendigung bzw. der Verlegung der beruflichen Tätigkeit erhalten hat, ausgezahlt.

KAPITEL V — *Allgemeine und Schlussbestimmungen*

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird aufgehoben.

Art. 8 - § 1. Die Einrichtung übermittelt den Personen, die eine in Anwendung von Artikel 2 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2001 ausgestellte Entschädigungsabsichtserklärung erhalten haben, eine neue Entschädigungsabsichtserklärung gemäß dem durch den vorliegenden Erlass organisierten Verfahren.

§ 2. Was die Auszahlung der Entschädigung betrifft, deren Betrag von dem Erwerbskomitee gemäß Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, festgelegt worden ist, und deren Auszahlung nicht von dem Empfänger beantragt worden ist, in Anwendung von Artikel 10 des vorerwähnten Erlasses vom 8. Februar 2001, wird das Verfahren zur Schätzung und zur Auszahlung der Entschädigung gemäß dem durch den vorliegenden Erlass organisierten Verfahren vorgenommen.

Zu diesem Zweck nimmt die Einrichtung eine neue Zustellung des Betrags der Entschädigung, die von dem Erwerbskomitee festgelegt worden war, vor.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und die Betreibung der Flughäfen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2002.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2002 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Juni 2002.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Anlage

Entschädigungsabsichtserklärung an die Handeltreibenden, Freiberufler oder jede andere natürliche oder juristische Person, die in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, eine berufliche Tätigkeit ausüben

Durch das vorliegende Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung und in Anwendung des Artikels 2, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, möchte die Regierung ihre Absicht äußern, die durch die erforderliche Verlegung der vor der Entwicklung des Betriebs der Flughäfen ausgeübten beruflichen Tätigkeiten ausgelöste gewerbliche oder berufliche Störung zu entschädigen.

1. Identifizierung der Person oder Gesellschaft, die eine gewerbliche oder berufliche Tätigkeit ausübt:

- Name(n) und Vorname(n) oder Bezeichnung der Gesellschaft:
- Anschrift und Gesellschaftssitz:
- Telefonnummer(n):
- Faxnummer(n):

2. Identifizierung der ausgeübten Tätigkeit:

3. Identifizierung des Benutzungsrechts (Mieter oder Eigentümer):

Die oben identifizierten natürliche(n) oder juristische(n) Person(en) erklärt(en) hiermit, dass sie von der per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung entsandten Entschädigungsabsichtserklärung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in Kenntnis gesetzt wurde(n).

Durch die Rücksendung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung der vorliegenden ordnungsgemäß unterzeichneten und ausgefüllten Unterlage äußert(n) sie den Wunsch, sich in das Verfahren zur Erstellung eines einseitig verbindlichen Entschädigungsversprechens wegen gewerblicher oder beruflicher Störung zu begeben.

Sie verpflichtet/verpflichten sich außerdem dazu, dem Erwerbskomitee alle Unterlagen, insbesondere die Rechnungsunterlagen und die steuerrechtlichen Unterlagen, die zur Festlegung der Entschädigung dienen können, zu übermitteln (Artikel 4, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Entschädigung wegen gewerblicher oder beruflicher Störung in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen) und erlaubt/erlauben dem Erwerbskomitee, diese Unterlagen den Sachverständigen in Anwendung von Artikel 5, § 1, Absatz 3 des vorerwähnten Erlasses zu übermitteln.

Geschehen zu, am

Unterschrift (dieser ist der handschriftliche Vermerk: «gelesen und genehmigt» voranzusetzen)

VERTALING

N. 2002 — 2501

[C — 2002/27634]

20 JUNI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, gewijzigd bij de decreten van 8 juni en 25 oktober 2001;

Gelet op de kaderovereenkomst van 20 juli 2000 over de voorwaarden m.b.t. de ontwikkeling van de luchthavens van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies nr. 32.880/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorwaarden betreffende de vergoeding van de personen die een handels- of beroepsactiviteit uitoefenen in zone A van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, geregeld moeten worden;

Overwegende dat de vergoedingsregelingen dienen te worden getroffen voor de economische of handelsverstoring die voortspruit uit de noodzaak om een andere vestigingsplaats te vinden voor de beroepsactiviteiten die vóór aanvang van de luchthavenbedrijvigheid uitgeoefend werden door deze personen;

Overwegende dat het past, om redenen van rechtszekerheid en van naleving van het gelijkheidsbeginsel, over te gaan tot de samenwerking met deskundigen zoals de comités voor de aankoop van onroerende goederen om bovenvermelde verstoring te evalueren; dat deze comités dit soort nadeel inzake onteigening ten algemenen nutte gewoonlijk evalueren en dat ze op de beginselen van de rechtspraak van de hoven en rechtbanken terzake steunen;

Overwegende dat er bovendien wordt voorzien in een beroep met evaluatie door deskundigen en beslissing door een deskundige-scheidsrechter in het geval dat de begunstigde van de vergoeding van mening is dat de evaluatie van het aankoopcomité niet het geheel van zijn nadeel dekt;

Overwegende dat het Waalse Gewest onderworpen is aan de evaluatie van het Aankoopcomité als deze niet wordt betwist door de omwoner en, in geval van beroep van deze laatste, aan de evaluatie van de deskundige-scheidsrechter; dat de expertise- en arbitragekosten in alle gevallen voor rekening zijn van het Waalse Gewest onder voorbehoud van het geval dat de begunstigde van de vergoeding alle gegevens waarover hij beschikte of had kunnen beschikken voor de evaluatie van het bedrag van de vergoeding fout niet zou hebben medegedeeld;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° zone A : de eerste geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals afgebakend bij besluit van de Waalse Regering;

2° vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring : vergoeding voor handels- of beroepsverstoringen die voortspruit uit de noodzaak om een andere vestigingsplaats te vinden voor de beroepsactiviteiten die vóór aanvang van de luchthavenbedrijvigheid uitgeoefend werden door de personen waarvan de beroeps- of handelslokalen in zone A gelegen zijn, of om deze beroepsactiviteiten te stoppen;

3° aankoopcomité : het comité voor de aankoop van onroerende goederen, ingesteld bij het Ministerie van Financiën;

4° instelling : de « Société wallonne des Aéroports » (SOWAER) (Waalse Maatschappij voor Luchthavens) aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2001 betreffende de uitoefening van bijzondere gemachtigde opdrachten toevertrouwd aan de gespecialiseerde maatschappij « Société wallonne des Aéroports » (SOWAER);

5° deskundige : een accountant ingeschreven bij het Instituut der Accountants of een bedrijfsrevisor ingeschreven bij het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

HOOFDSTUK II. — *Intentieverklaring tot vergoeding*

Art. 2. § 1. De instelling stuurt een intentieverklaring tot vergoeding, waarvan het model bij dit besluit gaat, aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep of alle andere natuurlijke of rechtspersonen die beroepshalve een activiteit uitoefenen in een gebouw waarvan de zetel of één van de zetels in zone A gevestigd is.

§ 2. De in § 1 bedoelde beroepsactiviteit wordt slechts in aanmerking genomen :

1° als ze uiterlijk 1 juli 1998 opgestart werd in zone A wat betreft de luchthaven van Luik-Bierset en uiterlijk één maand vóór de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° als ze er nog wordt uitgeoefend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wat betreft de luchthaven van Luik-Bierset, en op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 3. § 1. De intentieverklaring tot vergoeding wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs gestuurd aan de in artikel 2, § 1, bedoelde personen :

1° binnen de maand na de inwerkingtreding van dit besluit, wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft;

2° binnen de maand na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 2. De personen die behoren of menen te behoren tot één van de categorieën bedoeld in artikel 2, § 1, en die de intentieverklaring tot vergoeding niet hebben ontvangen, moeten hun personalia bij ter post aangetekend schrijven aan de instelling zenden binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, wat de luchthaven van Luik-Bierset betreft, en binnen twee maanden na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A, wat betreft de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

De Regering verstuurt de in artikel 2 bedoelde intentieverklaring binnen één maand na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§ 3. De intentieverklaring tot vergoeding verbindt de Regering voor zover ze voor akkoord ondertekend is en bij ter post aangetekend schrijven aan de instelling wordt teruggezonden binnen dertig maanden na ontvangst ervan door de geadresseerde.

HOOFDSTUK III. — *Schatting van het bedrag van de vergoeding*

Art. 4. § 1. Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald door het aankoopcomité overeenkomstig de vergoedingsprincipes die toegepast worden door de comités inzake onteigening ten algemenen nutte. Daartoe verbindt de ontvanger van de intentieverklaring tot vergoeding zich ertoe, door deze laatste te ondertekenen, alle documenten, en, met name de boekhoud- en belastingdocumenten, aan het aankoopcomité mede te delen ten einde de vergoeding te kunnen bepalen.

§ 2. Het aankoopcomité richt deze evaluatie aan de instelling binnen een termijn van maximum zes maanden na ontvangst van de in artikel 4, § 1, tweede lid, bedoelde documenten.

De instelling deelt het bedrag van de vergoeding bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs aan de begunstigde ervan mede.

§ 3. Het Waalse Gewest is onderworpen aan de door het aankoopcomité bepaalde prijs.

Art. 5. § 1. Als de begunstigde van de vergoeding niet instemt met het door het aankoopcomité bepaalde bedrag van de vergoeding, stelt hij de instelling bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs in kennis van zijn eisen binnen 30 dagen na de kennisgeving van het bedrag van de vergoeding door de instelling en deelt hij haar tegelijkertijd de naam van de door hem gekozen deskundige mede.

De instelling beschikt dan over dertig dagen na ontvangst van de eisen om bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs de naam van haar eigen deskundige mede te delen aan de begunstigde van de vergoeding alsmede aan diens deskundige.

Op verzoek van de instelling en op grond van de daartoe door de ondertekenaar van de intentieverklaring tot vergoeding verleende machtiging maakt het aankoopcomité een afschrift van de hem bezorgde documenten over aan enerzijds de deskundige van de instelling en anderzijds aan de deskundige van de begunstigde van de intentieverklaring tot aankoop.

Beide deskundigen beschikken over twee maanden na ontvangst van de door het aankoopcomité bezorgde documenten om bij aangetekend schrijven met ontvangbewijs hun evaluatie alsmede de naam van de derde deskundige die ze hebben gekozen aan de partijen mee te delen; binnen dezelfde termijn maken ze hun evaluatie alsmede de documenten, waaronder het dossier van het aankoopcomité, aan deze derde deskundige over.

Het bedrag van de vergoeding wordt door de derde deskundige bepaald.

§ 2. Binnen drie maanden na zijn aanwijzing stelt de deskundige-scheidsrechter de partijen bij ter post aangetekend schrijven met ontvangbewijs in kennis van het vergoedingsbedrag en rechtvaardigt hij het verschil als dit bedrag niet gelijk is aan het bedrag bepaald door het aankoopcomité.

§ 3. Het Waalse Gewest is onderworpen aan de door de deskundige-scheidsrechter bepaalde prijs.

§ 4. Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de prijs door de scheidsrechter deelt de instelling aan de begunstigde van de vergoeding mede dat ze zich ertoe verbindt deze te betalen.

§ 5. De kosten van de verrichtingen inzake de evaluatie van de vergoeding door de deskundigen en de arbitrage zijn voor rekening van het Waalse Gewest. Als het aan de partijen medegedeelde bedrag van de vergoeding evenwel hoger is dan het door het aankoopcomité bepaalde bedrag wegens de voorlegging van elementen of documenten die niet worden medegegeeld aan het aankoopcomité en waarvan de begunstigde van de vergoeding kennis had of had moeten hebben, is het geheel van expertise- en arbitragekosten voor rekening van deze laatste.

HOOFDSTUK IV. — *Betaling van de vergoeding*

Art. 6. § 1. De begunstigde van de vergoeding moet laten weten dat hij om de betaling van deze vergoeding verzoekt na ontvangst van de kennisgeving van de instelling overeenkomstig artikel 4, § 2, tweede lid, of artikel 5, § 4.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving door de begunstigde van zijn verzoek om de betaling van de vergoeding betaalt het Waalse Gewest 35 % van het bedrag als voorschot.

§ 2. Het Waalse Gewest is slechts ertoe verplicht het saldo van het bedrag van de vergoeding te betalen voor zover de begunstigde van de vergoeding door alle middelen aantoonbaar dat hij zijn beroepsactiviteit gestopt heeft of verplaatst heeft buiten de eerste zone van het plan m.b.t. blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

Het saldo van het bedrag van de vergoeding wordt betaald binnen dertig dagen na ontvangst door de instelling van het bewijs van het stoppen of van het verplaatsen van de beroepsactiviteit.

HOOFDSTUK V. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt opgeheven.

Art. 8. § 1. De instelling richt een nieuwe intentieverklaring tot vergoeding overeenkomstig de in dit besluit bedoelde procedure aan de personen die een intentieverklaring tot vergoeding gedaan overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2001 hebben ontvangen.

§ 2. Voor de betaling van de vergoeding waarvan de schatting is vastgesteld door het aankoopcomité overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 tot vaststelling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren en die niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag om betaling door de begunstigde overeenkomstig artikel 10 van hierboven vermeld besluit van 8 februari 2001, wordt de procedure betreffende de schatting en de betaling van de vergoeding voortgezet overeenkomstig de in dit besluit bedoelde procedure. Daartoe gaat de instelling over tot een nieuwe kennisgeving van het bedrag van de vergoeding die door het aankoopcomité was vastgelegd.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De voor de uitrusting en de exploitatie van de luchthavens bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

Bijlage 1

Intentieverklaring tot vergoeding gericht aan de handelaars, titularissen van een vrij beroep of aan elke andere natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve een activiteit uitoefenen in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

Bij dit aangetekend schrijven met ontvangstbewijs wenst de Regering een vergoeding te verlenen voor handels- of beroepsverstoring die voortspruit uit de noodzaak een om andere vestigingsplaats te vinden voor de beroepsactiviteiten uitgeoefend vóór aanvang van de luchthavenbedrijvigheid, overeenkomstig artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

1. Identificatie van de persoon of de vennootschap die een handels- of beroepsactiviteit uitoefent :

- Naam en voornamen (of benaming van de vennootschap) :
- Adres of maatschappelijke zetel :
- Telefoonnummer(s) :
- Faxnummer(s) :

Activiteit :

3. Woonrecht (huurder of eigenaar) :

De hierboven geïdentificeerde natuurlijke of rechtsperso(n)en verklaart/verklaren kennis te hebben genomen van de bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs toegezonden intentieverklaring waarbij de Regering een vergoeding wenst te verlenen wegens handels- of beroepsverstoring.

Door dit formulier behoorlijk ingevuld en ondertekend bij aangetekend schrijven terug te sturen, wenst hij/wensen zij in aanmerking te komen voor de procedure inzake de eenzijdige vergoedingsbelofte wegens handels- of beroepsverstoring.

Hij/ze verbindt/verbinden zich er bovendien toe alle documenten, met name de boekhoud- en belastingdocumenten, mede te delen aan het aankoopcomité om de vergoeding te kunnen bepalen (artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren) en machtigt/machtigen het aankoopcomité om deze documenten mede te delen aan de deskundigen overeenkomstig artikel 5, § 1, derde lid, van hierboven vermeld besluit.

Opgemaakt te, op

Handtekening (de handtekening moet worden voorafgegaan door de geschreven formule « gelezen en goedgekeurd »)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2002 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de vergoeding wegens handels- of beroepsverstoring in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 20 juni 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA